



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rouen, le 17⁰ AOÛT 2007

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M^{me} Bénédicte CHIRON

☎ : 02.32.76.53.96

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : benedicte.chiron@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Société HEXION SPECIALITY CHEMICALS

BOLBEC

Objet : Prescriptions complémentaires relatives à la réduction du risque incendie et explosion

VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Les différents arrêtés et récépissés réglementant et autorisant les activités exercées par la société HEXION SPECIALITY CHEMICALS sur son site de BOLBEC, et notamment l'arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2003,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2007,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 31 mai 2007,

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 12 juin 2007,

La transmission du projet d'arrêté faite le 18 juillet 2007,

CONSIDERANT :

Que la société HEXION SPECIALITY CHEMICALS exploite à BOLBEC une usine de séchage de latex autorisée et réglementée au titre de la législation sur les installations classées,

Qu'une étude technico-économique relative à cette exploitation a été remise conformément aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral susvisé, puis révisée par l'exploitant afin de mettre en place des équipements de réduction du risque incendie et explosion,

Que pour répondre à l'article IV.12.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2003 (incendie sur le magasin de stockage), la société va mettre en place des consignes d'exploitation pour son magasin de latex afin de ne pas aggraver tout incendie dans ce local,

Que, concernant l'article IV.13.2 de ces prescriptions (explosion des tours de séchage A et B) , la société va équiper ses deux tours de séchage de latex de suppresseurs d'explosion,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société HEXION SPECIALITY CHEMICALS des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRETE

Article 1 :

La Société HEXION SPECIALITY CHEMICALS, dont le siège social est situé 40, rue de la Haie Coq à AUBERVILLIERS (93306), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la réduction des risques incendie et explosion pour son usine de séchage de latex située 32, avenue Foch à BOLBEC.

En outre l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – parties législatives et réglementaires – du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services incendie et secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaires d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prescrites par l'article 34.1 du décret susvisé du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa parution.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

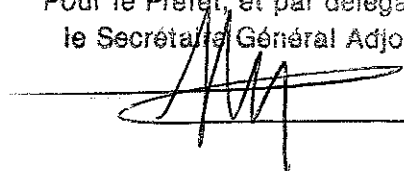
Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de BOLBEC, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOLBEC.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint.



Mathieu LEFEBVRE

**Société HEXION SPECIALTY CHEMICALS
à BOLBEC**

Article 1 : Les présentes prescriptions sont ajoutées à l'article IV.13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2003.

Article IV.13.4 : Prévention du risque explosion :

Les tours de séchage (A et B) seront protégées du risque d'explosion par la mise en place de supprimeurs d'explosion.

Ce système sera mis en place dans les délais suivants : à **fin décembre 2007** pour la tour A et à **fin décembre 2008** pour la tour B.

Article 2 : les présentes prescriptions sont ajoutées à l'article IV.12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2003.

Article IV.12.4 : Organisation du bâtiment de stockage :

Les produits stockés dans ce bâtiment sont uniquement de la poudre de latex. Aucun matériau combustible (palettes de bois, cartons...) n'y est stocké.

La hauteur maximale du stockage est de 1,50 mètre.

Une distance de 2 mètres est laissée libre entre les îlots.

Dès la notification du présent arrêté, des consignes de prévention d'un incendie sont mises en place ; elles comprennent à minima :

- une consigne d'interdiction de stockage de produits autres que le latex en poudre ;
- une consigne expliquant au personnel que l'alimentation électrique du magasin en l'absence de personnel HEXION sur site doit être coupée.

Le bâtiment dispose d'une détection automatique d'incendie avec report d'alarme au poste de contrôle de la tour d'atomisation où le personnel est présent 24 h/24.

Article IV.12.5 : avant fin 2007, un organisme agréé doit vérifier les exutoires de fumées ainsi que les commandes. Ensuite, cette vérification aura lieu tous les ans.

Article 3 : l'annexe 1 est abrogée et remplacée par l'échéancier suivant :

Date d'échéance	Travaux à réaliser
Fin 2007	- Mise en place de supprimeur d'explosion sur la tour A - Exutoires de fumées et commandes à vérifier par un organisme agréé
Fin 2008	- Mise en place de supprimeur d'explosion sur la tour B

L'article IV.12.3 est annulé.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 10 AOUT 2007

ROUEN, le : 10 AOUT 2007

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint


Mathieu LEBEVRE